

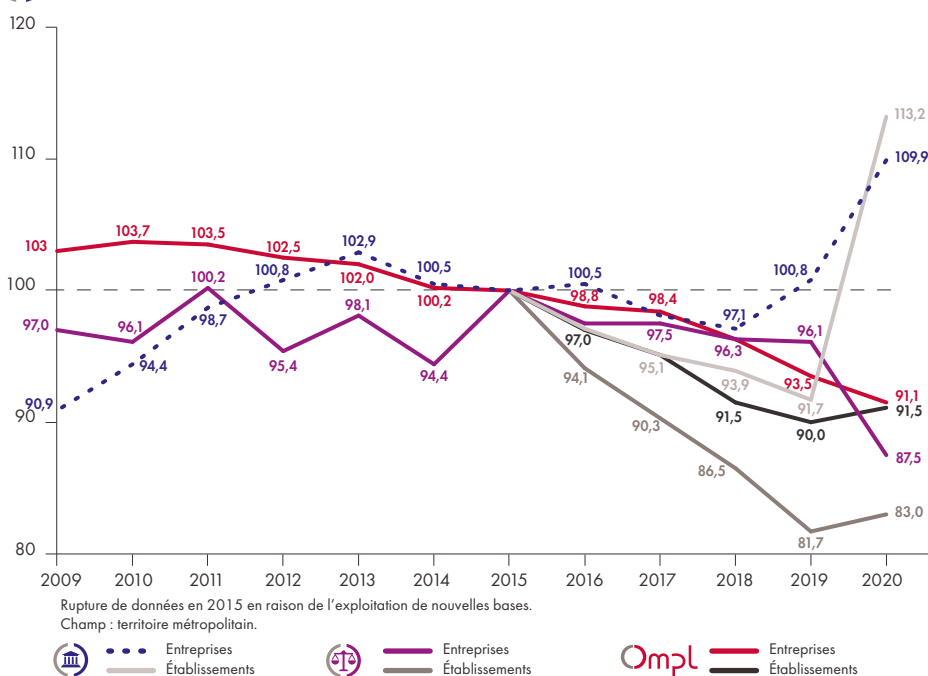


Le Baromètre Entreprises du secteur juridique présente les informations saillantes concernant le tissu entrepreneurial dans lequel évoluent les entreprises libérales du secteur. Ce baromètre offre une photographie instantanée, tout en intégrant les principales évolutions sur les dernières années.

Une rupture de série intervient en 2015 sur les données établissements. Avant cette date, les établissements du secteur juridique et des entreprises d'experts en automobile ne pouvaient pas être comptabilisés.

Évolution annuelle des entreprises et établissements employeurs, 2009-2020 (base 100 en 2015)

Études d'administrateurs et mandataires judiciaires



RÉTRÉCISSEMENT DU  
TISSU ENTREPRENEURIAL

Par rapport à 2015, le stock d'entreprises du secteur a fortement diminué (- 12,5 %). Selon les données disponibles, le stock d'établissements suit un mouvement similaire (- 17 %). Cette double tendance montre un repli global du nombre de structures employeuses.



Secteur juridique

Branches professionnelles



Études d'administrateurs  
et mandataires judiciaires



Cabinets d'avocats



Offices de commissaires-priseurs  
et sociétés de ventes volontaires  
de meubles aux enchères publiques



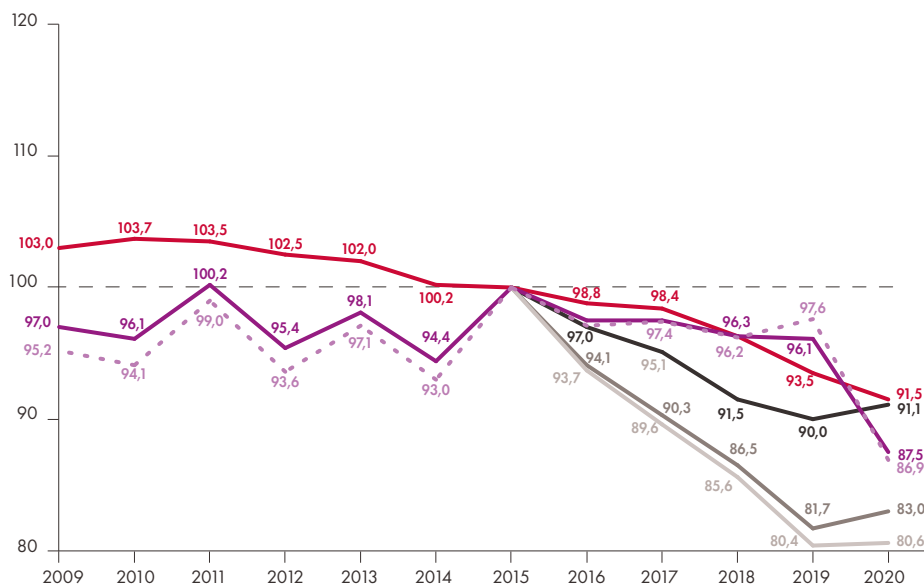
Études d'huissiers de justice



**Entreprise** : entité légale constituant une unité organisationnelle de production de biens et de services. Elle est composée d'un ou plusieurs établissements.

**Établissement** : unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

### Cabinets d'avocats

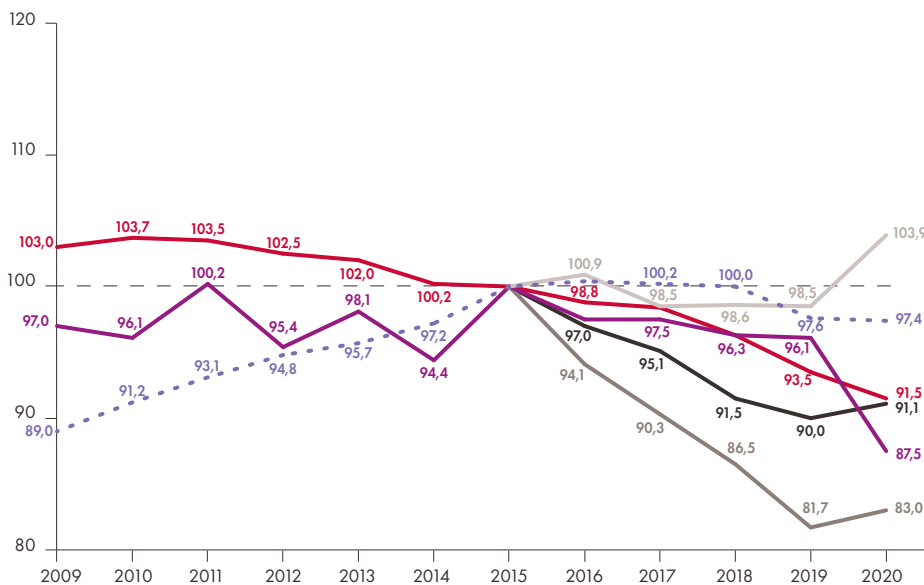


Rupture de données en 2015 en raison de l'exploitation de nouvelles bases.  
Champ : territoire métropolitain.



Données au 01/01. Sources : OPCO-EP, bases adhérents, 2009-2020, Insee, démographie des entreprises et établissements, 2009-2015, Insee, fichiers Sirène, 2015-2020.

### Offices de commissaires-priseurs judiciaires et Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

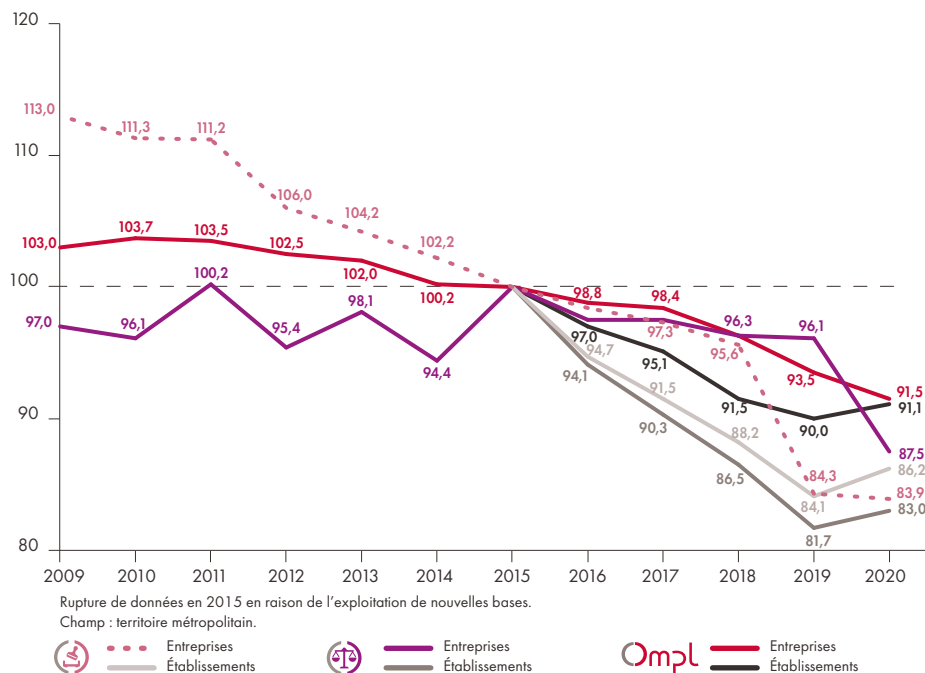


Rupture de données en 2015 en raison de l'exploitation de nouvelles bases.  
Champ : territoire métropolitain.



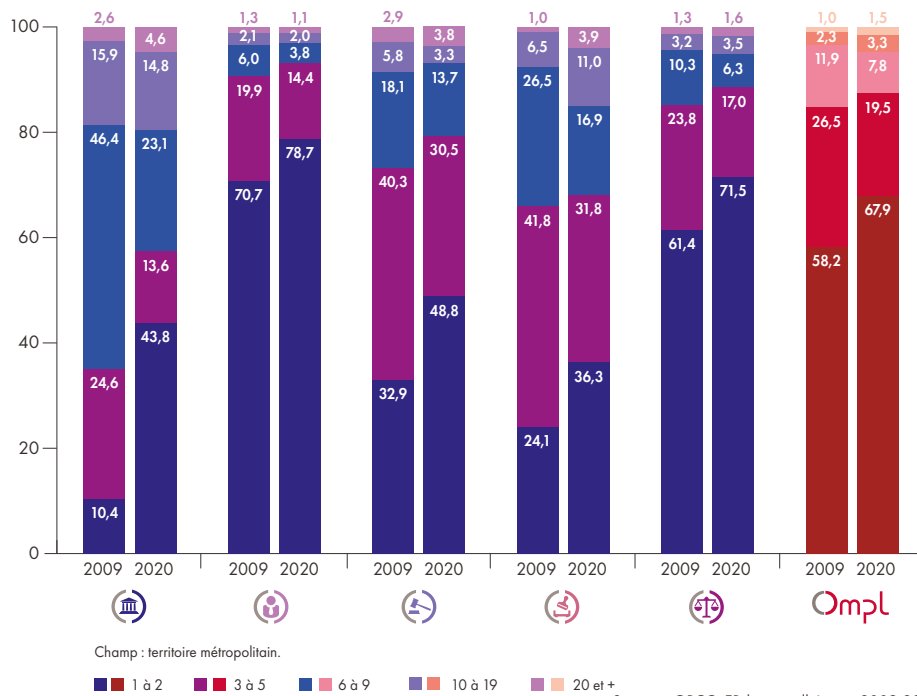
Données au 01/01. Sources : OPCO-EP, bases adhérents, 2009-2020, Insee, démographie des entreprises et établissements, 2009-2015, Insee, fichiers Sirène, 2015-2020.

### Études d'huissiers de justice



Données au 01/01. Sources : OPCO-EP, bases adhérents, 2009-2020, Insee, démographie des entreprises et établissements, 2009-2015, Insee, fichiers Sirène, 2015-2020.

### Évolution de la répartition des entreprises employeuses par tranche d'effectifs (effectifs moyens au cours de l'année, 2009-2020, %)



Sources : OPCO-EP, bases adhérents, 2009-2020.



### TRÈS PETITE TAILLE D'ENTREPRISES MAIS MOINS DE TPE

Plus de la moitié des entreprises du secteur (71,5 %) emploient un à deux salariés en moyenne sur l'année.

Les branches des cabinets d'avocats (78,7 %) et celle des offices de commissaires-priseurs judiciaires et sociétés de ventes volontaires (48,8 %) détiennent les plus grandes proportions d'entreprises de moins de trois salariés.

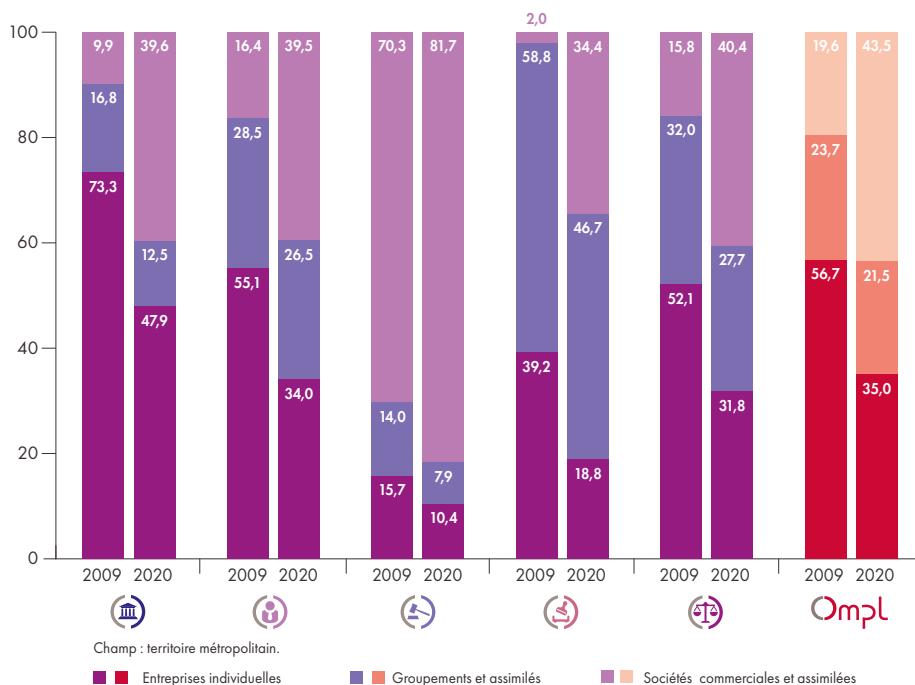
Par rapport à 2009, le secteur est caractérisé par un recul de la part des entreprises de trois à neuf salariés (- 10,8 points), principalement au profit des entreprises d'un à deux salariés (+ 10,1 points).



### NETTE DÉSAFFECTATION POUR L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE

Les sociétés et assimilées (40,4 %) sont devenues la forme d'entreprise la plus fréquente au sein du secteur. Une reconfiguration profonde du tissu entrepreneurial est à l'œuvre avec le recul important de la part des entreprises individuelles.

### Évolution de la répartition des entreprises employeuses par statut juridique (2009-2020, %)



Sources : OPCO-EP, bases adhérents, 2009-2020



**Entreprise individuelle (EI) :** forme juridique agrégée des entreprises comprenant les entreprises individuelles (personnes physiques) et les statuts assimilés.

**Groupement et assimilé :** forme juridique agrégée des entreprises comprenant les associations, GIE, sociétés civiles, SCM, SCP, sociétés de fait, sociétés en participation et autres personnes morales de droit privé.

**Société commerciale et assimilée :** forme juridique agrégée des entreprises comprenant les EURL, SA, SARL, SAS, SNC, SEL et les statuts assimilés.